

LE FRONT COMMUN CONFIRME L'ADOPTION DE L'ENTENTE DE PRINCIPE

Au terme des consultations menées auprès de 420 000 travailleuses et travailleurs du secteur public, le Front commun confirme aujourd'hui que l'entente intervenue à la table centrale avec le gouvernement du Québec à la fin décembre 2023 a été adoptée à 74,8%.

Les porte-paroles ont fait valoir que si l'entente obtenue pour les travailleuses et les travailleurs des services publics contient des gains et permet d'éviter des reculs au niveau du régime de retraite, c'est grâce à une mobilisation sans précédent des membres partout au Québec ainsi qu'à la solidarité de toutes nos organisations. C'est une fierté pour nous que d'avoir vu ce Front commun passer à l'histoire en étant le plus large et le plus soudé des cinquante dernières années.

PAS UN CHÈQUE EN BLANC

Nous reconnaissons des avancées, mais il reste beaucoup de pain sur la planche pour améliorer l'accessibilité et la qualité des services publics. Cette entente n'est pas un chèque en blanc pour le gouvernement. On ne doit pas attendre les prochaines négociations pour valoriser nos réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux et du collégial, de même que le travail de celles et ceux qui y œuvrent au quotidien. Les travailleuses et les travailleurs ont exprimé de grandes attentes et toutes nos organisations poursuivront leurs efforts afin d'améliorer leurs conditions de travail et de pratique.

Par ailleurs, le Front commun juge problématiques les déclarations du premier ministre Legault de dimanche dernier, annonçant un prochain budget « largement déficitaire » en raison des négociations avec le secteur public. Le financement des services publics ne constitue pas une dépense mais un investissement. Mieux les financer, c'est un choix politique – le seul choix responsable – qui doit être assumé. Le gouvernement ne remet pourtant pas en question d'autres choix politiques coûteux pour les finances publiques, comme les baisses d'impôts et les investissements accordés aux entreprises privées.

Le Front commun ne pourrait conclure cette ronde de négociations sans souligner l'appui de la population à la cause des services publics, un soutien qui s'est maintenu tout au long de l'automne et même à travers l'exercice des moyens de pression.

Vous vous êtes mobilisés comme jamais parce que vous avez à cœur les services offerts à la population. L'appui des Québécoises et des Québécois ne disparaît pas avec cette entente. Tout le Québec tient à avoir des services publics accessibles et de qualité et peut compter sur nos organisations pour continuer à les défendre. C'est un message puissant qui est envoyé au gouvernement Legault à la veille de nouvelles grandes réformes dans la santé et les services sociaux ainsi qu'en éducation.

